

“Qui croit encore au scrutin du 23 décembre ?”

- Le candidat de l'opposition Martin Fayulu a redistribué toute la donne de la présidentielle.
- Sa popularité associée, au mieux, à la transparence du dauphin de Kabila sème le doute.
- La Commission électorale jure que le scrutin se tiendra le 23 décembre, mais tout est loin d'être prêt dans ce pays aux allures de continent.

Récit Hubert Leclercq

Les journées sont soudainement devenues très longues en République démocratique du Congo. En particulier sous les arcanes du pouvoir de Kinshasa. La faute non pas au réchauffement climatique, mais à la poussée du candidat Martin Fayulu de la plateforme d'opposition Lamuka, couplée à d'évidentes difficultés à organiser le scrutin pour le 23 décembre.

“Vous croyez encore qu'il y aura des élections au Congo le 23 décembre? Vous devez être le seul”, répond goguenard mais inquiet un expatrié européen qui travaille “sur” Kinshasa depuis plus de dix ans. La plupart des interlocuteurs contactés depuis jeudi dernier partagent le même pessimisme.

Ce qui a définitivement semé le doute? L'incendie de l'entrepôt de la Ceni (Commission électorale nationale indépendante, chargée de l'organisation des scrutins), dans la commune de la Gombe, à Kinshasa, le jeudi 13 décembre. “Même si elles ont brûlé, ce qui est loin d'être une certitude, le sort des 8000 machines à voter n'est pas important. Ce qui est capital, c'est le cafouillage dans la communication qui a suivi. La précipitation de Kikaya (conseiller de Kabila, Ndlr), le doute sur

D'Hollywood au cœur des ténèbres

Ryan Gosling, l'acteur canadien de 38 ans, connaît bien l'Afrique : cela fait une dizaine d'années qu'il œuvre aux côtés de l'ONG Enough Project, qui entend mettre un terme aux atrocités perpétrées à travers le continent. Marqué par ses séjours en RDC, il s'est associé avec le fondateur et directeur de l'organisation américaine, John Prendergast, et le militant congolais Fidel Bafilemba afin d'attirer l'attention sur la colonisation brutale du pays d'Afrique centrale.

Le livre *Congo Stories: Battling Five Centuries of Exploitation and Greed* aborde son histoire tortueuse, l'exploitation de ses minerais et ce que l'avenir lui réserve. Le tout est illustré par les photos de Ryan Gosling. “C'est l'histoire d'une résilience inébranlable, d'une volonté de ne pas se laisser abattre, et l'expression d'un espoir”, a témoigné l'acteur jeudi, lors d'un salon du livre à Washington.

l'heure d'envoi de son tweet, la précision des chiffres des dégâts donnés à l'unité près alors que le feu est à peine maîtrisé... Tout ça, c'est la démonstration que le pouvoir essaie de monter un scénario douteux soit pour faire tomber Fayulu, qui serait accusé d'être le vrai responsable de cet incendie, soit pour justifier un report du scrutin, soit, mieux encore pour le pouvoir, les deux: faire tomber Fayulu et obtenir un report du scrutin, ce qui permettrait de se partager le pouvoir entre ceux qui restent en lice avant même les élections”, explique un observateur attentif à la vie politique kinoise.

La hantise Martin Fayulu

À Kinshasa, diverses sources affirment que le directeur de cabinet de Kabila, par ailleurs grand ordonnateur de la campagne du candidat officiel de la majorité Emmanuel Ramazani Shadary, Néhémie Mwilanya Wilondja, a déjà “dicté” à un membre éminent de la Cour constitutionnelle les termes du texte qui doit permettre de mettre Fayulu hors jeu et ouvrir ainsi la voie à des poursuites contre lui.

Les deux hommes sont aidés sur le terrain par le général Delphin Kahimbi, le patron des renseignements militaires (Demiap) chargé de “monter le dossier à charge de Fayulu”, explique notre homme d'affaires européen. “Kinshasa, malgré ses 10 ou 12 millions d'habitants et ses dimensions égales à un petit Etat européen, est un petit village, tout se passe à La Gombe et tout se sait”, poursuit-il.

Le souci, pour le pouvoir en place, c'est que les chan-

celleries étrangères ont prudemment fait savoir qu'elles avaient des doutes sur l'origine de cet incendie, des doutes aussi sur le vrai contenu de cet entrepôt. L'opposition, essentiellement la plateforme Lamuka par la voix de son candidat Martin Fayulu ou par l'entremise du chef de cabinet de Moïse Katumbi, Olivier Kamitatu, a sollicité une enquête internationale pour faire la clarté sur les événements de cette nuit du 13 décembre. En réponse, le pouvoir du président hors mandat Joseph Kabila n'a toujours pas permis aux enquêteurs de la Monusco de pénétrer sur le site. *“Les carcasses de 8 000 machines calcinées, cela n'a rien de confidentiel”*, explique un ancien banquier kinoïso reconverti dans le conseil. *“Et permettre la visite de quelques inspecteurs au-dessus de tout soupçon n'est pas très compliqué et cela permettrait d'éteindre un foyer de tension.”*

Pour couronner le tout, il y a cette sortie du ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement Lambert Mende (par ailleurs l'un des quatorze Congolais repris sur la liste des sanctions européennes) qui a accusé ouvertement Lamuka et Fayulu d'être derrière cet incendie sans apporter le moindre élément de preuve. Des propos qui, à Kinshasa, ont rappelé la sortie du même ministre au lendemain de l'assassinat des deux experts des Nations unies. Là aussi, Lambert Mende avait présenté les faits comme définitivement établis. Des rebelles Kamwina Nsapu avaient abattu les deux experts, vidéo à l'appui. Aujourd'hui, plus personne ne pense un seul instant que les assassins sont des va-nu-pieds Kamwina Nsapu qui ne parleraient pas l'idiome local, qui marcheraient naturellement au pas et qui auraient le front ceint d'une bandelette rouge immaculée. *“Il faut laisser à ce pouvoir qu'il est vraiment doué pour la répression, mais absolument nul pour l'écriture des scénarios”*, ose un prêtre katangais, qui ajoute: *“Heureusement d'ailleurs, ça permet de les démasquer facilement et ça démontre que l'écriture d'une histoire reste un art.”*

Les feuilles de P.-V. toujours attendues

Dans son tweet quelque peu précipité, lors de l'incendie de l'entrepôt de la Ceni, Barnabé Kikaya Bin Karubi expliquait aussi que cet acte criminel n'aurait pas de conséquence sur le bon déroulement du vote le 23 décembre. Pourtant, à une semaine jour pour jour du scrutin, les nuages ne se sont toujours pas dissipés au-dessus de cette élection qui, petit rappel, était initialement et constitutionnellement annoncée pour décembre 2016. Le second quinquennat de Kabila est donc devenu un septennat et, malgré cette prolongation et la suffisance des responsables du processus, essentiellement le président de la Ceni Corneille Nangaa et son vice-président Norbert Basen-

gezi, le scrutin bat de l'aile. Ce samedi, on apprend ainsi que M. Nangaa était en Afrique du Sud pour tenter d'accélérer le processus de fabrication des P.-V. vierges, essentiels pour le décompte dans tous les bureaux de vote. Sans ces P.-V., pas d'élection. À une semaine du scrutin, si tout n'est pas disponible très rapidement, on voit mal comment les 80 000 bureaux de vote, disséminés sur un État neuf fois plus grand que la France mais dépourvu d'infrastructures routières dignes de ce nom, pourraient recevoir ce document dans les temps. Nombre de nos interlocuteurs annoncent déjà un report inévitable des élections.

Corneille Nangaa, le patron de la Ceni, continue de jurer ses grands dieux que tout sera prêt pour le 23 décembre. Mais pourra-t-il encore s'engager formellement sur cette date à son retour d'Afrique du Sud? Dans la nuit de samedi à dimanche, des installations de la Ceni ont été victimes d'une nouvelle attaque à Beni, dans le Nord-Kivu. Selon la version officielle, des rebelles Mai-Mai seraient responsables de l'attaque repoussée par les militaires. Le dépôt de la Ceni à Beni n'a donc pas subi de perte, lui qui est situé en face de la résidence du chef de l'État, sur l'avenue Nyamwisi, l'artère la mieux protégée de cette ville.

Faire porter le poids de l'échec de l'organisation des élections sur la principale figure de l'opposition était, pour le pouvoir en place, la meilleure des solutions. Elle éliminait Fayulu et ses parrains Katumbi et Bemba, elle offrait la possibilité d'entrevoir un retour à une période de transition avec un gouvernement d'union nationale dans lequel les autres opposants qui ont claqué la porte de Lamuka jouaient le jeu du pouvoir et revenaient ainsi tranquillement aux affaires sans avoir à passer par la case élection. Mais la scène mal jouée, jeudi dernier, de l'incendie de l'entrepôt, associée au succès de la campagne de Martin Fayulu, complique tout pour le clan Kabila. Dans ce contexte, les instances internationales, même si elles ont toujours été relativement complaisantes à l'égard de Kabila, peuvent difficilement lui signer un nouveau chèque en blanc pour une énième prolongation de mandat. La décision de prolonger les sanctions européennes à l'égard de Shadary et de treize autres membres du pouvoir constitue un autre handicap de taille pour un régime qui va devoir prendre tous les risques pour se maintenir.

Nouvelles tensions sur la frontière de l'est ?

Dans ce contexte, on se souvient des rébellions régulières qui ont déstabilisé l'est de la RDC et qui menacent sans cesse de se reproduire. Le président Kagame a annoncé, à la veille de ce week-end, une incursion de rebelles en provenance du Congo. Deux de ses militaires seraient morts. Une énième montée de fièvre qui inquiète à une semaine du scrutin. Tous les scénarios sont envisageables. Il est évident que le Rwanda, comme d'autres voisins qui s'accrochent bien de l'absence d'État en RDC, n'est pas le meilleur allié de Martin Fayulu, candidat issu de l'ouest de la

RDC peu enclin à des compromis.

Martin Fayulu peut déjà se vanter d'être arrivé à la dernière minute comme un invité surprise, mais d'avoir bien remis en question le plan de table que la Kabilie avait dressé après avoir fait ce qu'elle pensait être le plus dur en éliminant sans trop de casse Moïse Katumbi et Jean-Pierre Bemba.